

Déclaration

Réuni à Paris le 3 avril 2019, le Comité Exécutif National de l'UNSENRIC FO (branche Atome de la FédéChimie FO) renouvelle sa condamnation des politiques d'austérité et de flexibilité poursuivies depuis des années qui s'attaquent aux droits des salariés en même temps qu'elles mettent à mal la recherche publique, la filière nucléaire, etc.

L'UNSENRIC réaffirme son soutien aux batailles menées par la confédération FO pour empêcher que les salariés soient dépouillés des droits sociaux conquis difficilement.

Face à l'aggravation de la crise sociale dans le pays, le CEN appelle les salariés actifs, chômeurs et retraités à renforcer FO qui est leur organisation syndicale libre et indépendante. C'est d'autant plus nécessaire que, sous couvert de « concertation » et de « dialogue social », le pouvoir en place tente de contourner les organisations syndicales pour dérouler sa politique régressive : torpillage de l'assurance-chômage, saccage de la fonction publique, contre-réforme des retraites etc.

En conséquence, l'UNSENRIC FO appelle ses syndicats à alerter les salariés, à discuter avec eux des moyens d'action, y compris la grève et sa reconduction, afin de bloquer tout projet ou décision néfaste pour les travailleurs.

Convaincu de la nécessité de défendre le Service public républicain, le CEN de l'UNSENRIC FO apporte son soutien aux organisations FO de fonctionnaires qui se battent pour leurs revendications.

La politique d'austérité qui se traduit par des coupes dans le budget CEA civil a comme conséquences : au plan social de fortes baisses sur les contrats et une concurrence effrénée entre sous-traitants ; au plan scientifique la remise en cause de programmes de recherches vitaux pour le pays et face au changement climatique.

Le CEN rappelle qu'une politique aveugle de restrictions dans les installations nucléaires ne peut que se traduire par des accidents. Il réaffirme que la filière nucléaire et la recherche sont indispensables à l'indépendance énergétique du pays et doivent rester sous l'égide de l'Etat garant d'un fonctionnement en toute sécurité.

La mise en œuvre de la loi de Transition Énergétique pourrait se traduire par l'arrêt de 17 réacteurs 900 MW moxés, et donc la remise en cause du retraitement et de la fabrication de Mox. Ce serait contraire à l'intérêt environnemental et à la diminution des déchets.

Le CEN se félicite du maintien annoncé jusqu'en 2040 de l'activité de traitement-recyclage des combustibles nucléaires, mais condamne les décisions de baisse de la part du nucléaire dans le mix électrique. Il s'inquiète de la fermeture annoncée de réacteurs moxés qui au contraire met en péril le traitement-recyclage.

Le CEN rappelle la nécessité d'un mix énergétique favorable à la sauvegarde du climat, ce qui passe notamment par une électrification massive des usages avec la production d'une électricité décarbonée à 95% grâce principalement à la filière nucléaire.

Face au chômage qui ne baisse pas et à une croissance en berne en dépit des milliards d'euros donnés aux entreprises depuis des années, le CEN de l'UNSENRIC FO revendique la création d'emplois en CDI dans la recherche et l'industrie nucléaire afin d'assurer leur développement, la sécurité des travailleurs et des populations, et de relancer l'économie. De même il revendique l'augmentation générale des salaires.

Le CEN s'inquiète de la disparition des CHS-CT de plein exercice qui permettraient une bonne prise en compte des sujets d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail dans nos établissements.

Enfin le CEN appelle toutes les structures syndicales et tous les militants FO à mettre en œuvre à tous les niveaux des actions de développement syndical.

Adoptée à l'unanimité